

teddif

territoires, environnement
et développement durable
en Île-de-France

Cahier n°17

Réseaux d'acteurs franciliens en matière de Transition Ecologique

Août 2023



Table des matières

Introduction.....	3
Préambule	4
I. Définition – Qu’est-ce qu’un réseau ?	4
II. Les réseaux d’acteurs franciliens en matière de transition écologique.....	6
III. Répartition des réseaux par thématique	9
Pour ne pas conclure.....	21
Annexe.....	22

Introduction

L'accompagnement des collectivités franciliennes dans la transition écologique, proposé par le réseau Teddif, se concrétise principalement par la diffusion d'informations et par l'organisation d'événements, rencontre régionale Teddif et Ateliers Teddif. Ces derniers portent sur des thématiques variées de la transition écologique permettant d'améliorer leur appréhension par les agents des collectivités en charge du Développement Durable (DD) ou des questions d'énergie climat. Ils ont pour objectifs d'apporter des outils, des contacts aux collectivités et de favoriser l'échange et le partage de retours d'expérience. Selon les sujets, ces évènements peuvent faire l'objet de partenariats avec des structures proches du réseau Teddif avec lesquelles des habitudes de travail en commun sont prises.

Une des spécificités de l'Île-de-France est à la fois de disposer de nombreux réseaux, d'être le lieu d'implantation de « tête de réseaux nationaux » et l'endroit où de nombreux événements régionaux et nationaux sont proposés aux collectivités, rendant parfois difficile d'organiser des évènements attractifs au milieu d'une offre particulièrement abondante.

Les partenaires du réseau Teddif (Ademe IdF, AREC-IPR, Cerema IdF, Conseil Régional IdF et DRIEAT) ont souhaité pouvoir disposer d'un panorama des réseaux d'acteurs dans le domaine de la transition écologique, avec un double objectif, pour lui qui est de diversifier ses relations de travail et pour les collectivités, de disposer de repères pour s'y retrouver, complétant ainsi le cahier produit précédemment « *Qui fait quoi en Île-de-France ?* » réalisé en 2017.

The collage consists of three documents:

- Top Left:** Cover page of a report from 2017. Title: "Pour des collectivités franciliennes actrices de la transition écologique, quelles ressources? - qui fait quoi?". Logos for France, Île-de-France, and ARENE are visible at the bottom.
- Top Right:** A "Guide de lecture" (reading guide) with a list of icons representing different sectors and a list of topics to be read.
- Bottom Center:** A table with columns for "Réseaux régionaux", "Partenariats", and various thematic icons (e.g., energy, climate, waste, water). The table contains 'X' marks indicating the presence of resources or partnerships for each category.

Préambule

Le travail d'enquête a été réalisé de mai à décembre 2020 à partir de l'identification d'un premier cercle de réseaux avec lesquels les membres du comité de pilotage du réseau Teddif ont l'habitude de travailler.

Une grille de questions a été validée par le comité de pilotage constituant ainsi un questionnaire utilisé pour les entretiens qui ont été menés avec chacun des réseaux identifiés, présentés dans le panorama (pièce jointe) - Voir *Annexe : Questions posées lors des entretiens*.

Chaque personne interviewée a également partagé les noms des réseaux avec lesquels elle travaille contribuant ainsi à élargir le panel des réseaux identifiés et interrogés.

Depuis de nouveaux réseaux ont vu le jour. Ils ont été rajoutés dans la partie III consacrée à leur répartition thématique sans avoir pu faire l'objet d'entretiens approfondis.

I. Définition – Qu'est-ce qu'un réseau ?

Un réseau peut être considéré comme un système de relations et de coordination entre acteurs, organisé autour d'une ou plusieurs finalité(s) professionnelle(s), dont l'une d'entre elles peut être prédominante, nécessitant un « esprit de convivialité et de participation ».

Son existence doit être reconnue par ses pairs même s'il ne s'inscrit pas obligatoirement dans un organigramme hiérarchique et qu'il n'a pas nécessairement de statut juridique. Un réseau peut en effet se formaliser à travers un statut d'association ou de Groupe d'Intérêt Public (GIP), il peut être informel et adopter ou non une charte définissant par exemple ses objectifs et modalités de fonctionnement.

Il se compose de membres fondateurs et d'utilisateurs qui peuvent être différents.

Il déploie des activités au profit de ses membres et/ou d'utilisateurs / cibles / bénéficiaires plus ou moins impliqués dans la vie du réseau. Chaque réseau délimite sa propre gouvernance en attribuant un rôle commun ou particulier à chacun.

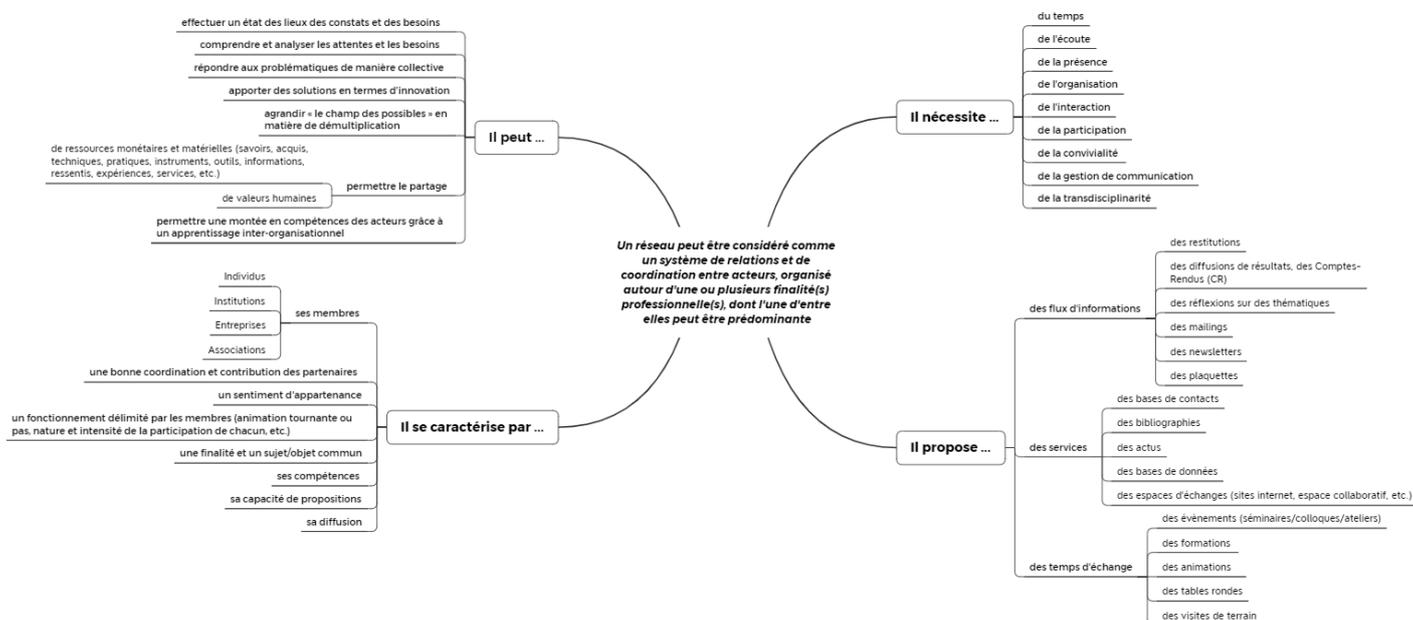
Les acteurs membres ou non du réseau partagent entre eux des ressources humaines, monétaires et/ou immatérielles comme des savoirs, des acquis, des outils, des expériences, des services, des besoins de notoriété, etc., mais aussi des valeurs, utiles pour l'accomplissement de leurs objectifs communs (réalisation de projets, d'événements, de formations, d'ateliers, etc.) et pour le fonctionnement du réseau.

Un réseau constitue un véritable « écosystème », qui nécessite un animateur, facilitateur pour activer les interactions fonctionnelles entre acteurs, permettant la réalisation d'activités en commun. Il est important que tout le monde y trouve son intérêt, faisant écho au principe du « gagnant-gagnant ».

La fonction d'animation d'un réseau demande du temps, de l'écoute, de l'interaction, de l'organisation et du recul pour, en plus, pouvoir être force de proposition.

Un réseau favorise le partage d'informations, la capitalisation de pratiques, la professionnalisation et la montée en compétences des acteurs grâce à un apprentissage inter-structures mais aussi inter-individus. Il permet ainsi « d'agrandir » le champ des possibles », de démultiplier l'action.

Toutes ces nuances sont importantes et permettent de convenir de critères pour distinguer parmi les structures franciliennes identifiées celles qui relèvent d'un réseau ou non.



>> « Qu'est-ce qu'un réseau ? »

Pour le panorama des réseaux d'acteurs lié à ce Cahier Teddif, les réseaux franciliens ont été privilégiés. D'autres sont parfois évoqués car tous sont en relations entre eux et peuvent être utiles aux acteurs engagés dans des démarches de transition écologique.

II. Les réseaux d'acteurs franciliens en matière de transition écologique

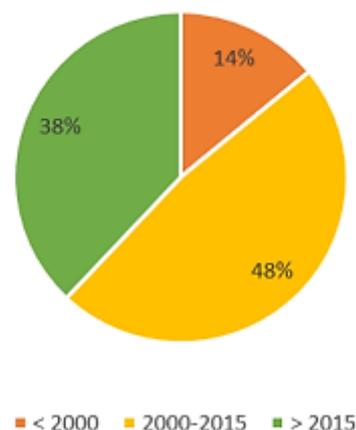
Les éléments rassemblés dans cette seconde partie sont issus d'entretiens avec les réseaux identifiés réalisés entre mai et décembre 2020 par Charlène Barbet Rocher à l'occasion de son stage de Master. Ces entretiens ont été réalisés auprès de 51 réseaux, tous très différents dans leur statut, mode de gouvernance, types d'activités...

➤ Quelques données

La majorité des réseaux date d'avant 2000 mais on note l'apparition de réseaux d'âge plus récent : Sur 51 réseaux franciliens interrogés, 43 ont vu le jour depuis 2000, dont 19 après 2015. 7 réseaux datent d'avant 2000.

Nombre de réseaux Selon l'année de création

Les créations récentes de réseau résultent du caractère émergent de la thématique qu'ils traitent. Parmi les derniers nés, en 2020, 5 d'entre eux sont consacrés à la mobilité et à la santé. A noter depuis l'apparition de réseaux inscrits dans la stratégie Énergie climat Ile-de-France (Club Hydrogène, Actifs par exemple, tous deux mis en place et animés par l'AREC).



Concernant leur statut, sur 51 réseaux franciliens enquêtés, on comptabilise 32 associations, 13 réseaux de type « informel », 4 dispositifs territoriaux (Boost Eco-citoyen, Club PLUi, Réseau des CDTE et SARE), 1 Groupe d'Intérêt Public (GIP Maximilien) et 1 plateforme de ressources (France Mobilités).

Certains de ces réseaux disposent d'une charte ; il s'agit d'un document de référence synthétisant les objectifs, les valeurs partagées, les principes d'actions et les droits et devoirs des différents membres du réseau. Cette charte précise également souvent les modalités de fonctionnement du réseau et notamment la composition et le rôle des différentes instances mises en place pour faire vivre le système d'acteurs.

Les principales cibles des réseaux franciliens abordant la transition écologique sont les collectivités (élus et services). Ils ont souvent un caractère technique et ciblent plus particulièrement les agents des collectivités (réseau CAPE, Comité francilien pour l'économie Circulaire, ERC EEDD,...)

Selon les sujets traités par les réseaux, ceux-ci peuvent avoir d'autres cibles (acteurs de la mobilité pour France Mobilités, les agriculteurs pour le GAB IDF par exemple). On remarquera que dans le secteur Education / Environnement et Transition énergétique, un certain nombre d'acteurs vise un public spécifique, celui des jeunes, via les écoles et les universités. Certains ciblent aussi les citoyens, avec des objectifs de

renforcement de la participation citoyenne indispensable au changement d'échelle des actions de transition écologique (énergie partage, Vivacités, par exemple).

Les réseaux présentent tous un socle d'activités communes, avec bien sûr quelques nuances : Sur les 51 réseaux franciliens questionnés, 3/4 d'entre eux organisent des événements/ateliers/rencontres pour promouvoir et partager leurs actions et celles de leurs membres. Avec la crise du COVID-19, les événements prévus ont été, soit maintenus sous forme de webinaires, soit reportés fin 2020 ou début 2021.

Pour diffuser des informations, la moitié de ces réseaux réalisent des recueils et fiches de retours d'expérience et de méthodes, des compte-rendu, etc. qui sont ensuite partagés, soit via les réseaux sociaux, soit par mailing ou mis à disposition sur leur site internet ou plateforme (cas notamment des centres de ressources).

De plus en plus de réseaux proposent des temps de formation (plus d'1/3). 6 réseaux sur 51 disposent d'une plateforme collaborative permettant des interactions entre les membres.

Selon les thématiques abordées par les réseaux, 1/4 organisent des visites de sites/de terrain pour accentuer la sensibilisation des cibles.

Au-delà de la diffusion et du partage d'informations et pratiques, certains réseaux ont des activités de défense des intérêts, de promotion de pratiques respectueuses de l'environnement, de représentation des acteurs auprès des acteurs institutionnels, avec parfois même un rôle d'appui administratif par la mutualisation de fonction support.

➤ Des intérêts multiples

Dans le domaine de la transition écologique, multisectoriel, à enjeux forts et objet d'innovation constante, les réseaux présentent un intérêt certain : En effet, ils permettent de connecter des individus et structures isolés, et parfois même éloignés géographiquement, et de les aider à se rencontrer, à échanger, leur offrant, sans aucun doute, la possibilité de rehausser leur expertise, de s'inspirer des solutions et bonnes pratiques des autres acteurs, de répondre à une problématique de manière collective, d'apporter des solutions globales durables grâce à une synchronisation et une contribution efficace des parties prenantes.

Les réseaux portés par les acteurs du Développement Durable territorial ont 3 grandes missions : la définition d'un discours commun, l'accompagnement à l'émergence et à la mise en œuvre des actions ou démarches de chaque porteur, la recherche de complémentarité et la facilitation des échanges entre acteurs et collectivités, ainsi qu'entre collectivités. C'est un mode d'organisation « gagnant-gagnant » ou à intérêt/bénéfice réciproque parce que cela offre la possibilité aux porteurs de projet de voir ce que les collectivités font et cela permet aussi à ces dernières de maîtriser le cadre d'actions et de trouver des sources d'inspiration. Cela permet également aux porteurs d'identifier des collectivités qu'ils pourront aider en délivrant des messages et en faisant un point sur les nouveautés réglementaires.

Ces réseaux permettent donc de répondre à une partie des difficultés des chargés de mission en rompant l'isolement, en leur offrant la possibilité d'acquérir des

compétences et des connaissances, et en les aidant à se tenir informés sur un cadre législatif et institutionnel mouvant. De tels apports expliquent pourquoi les réseaux sont si nombreux et pourquoi ils n'ont cessé de se développer depuis les années 1990.

➤ L'échelle régionale privilégiée

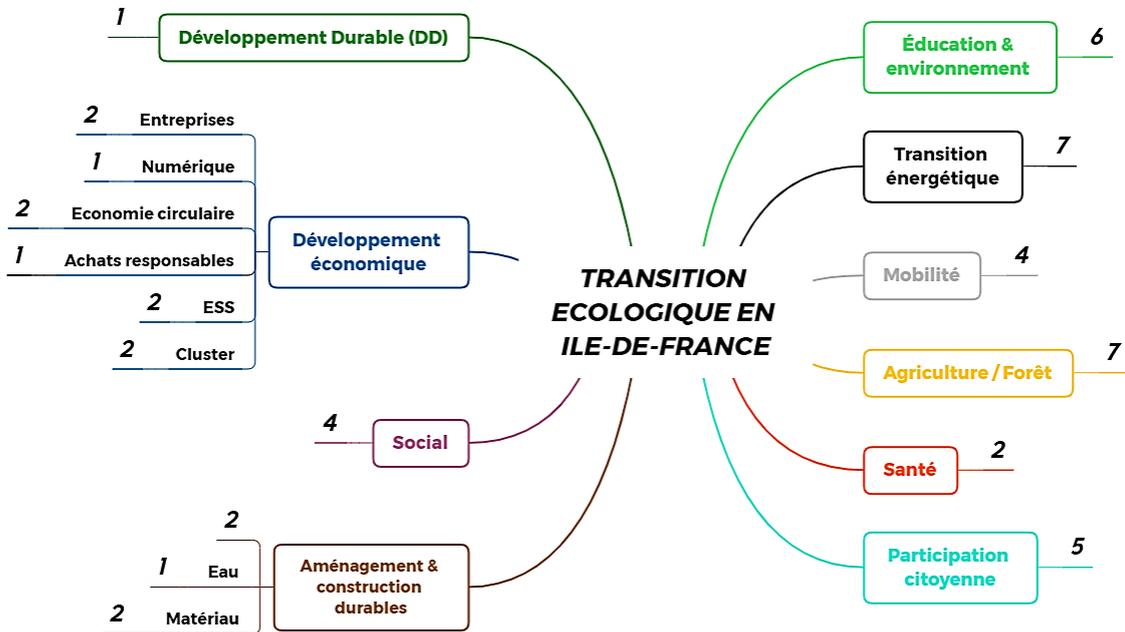
Enfin, rappelons que le cas de l'Île-de-France est particulièrement spécifique sur cette question d'acteurs et de réseaux d'acteurs parce que l'on est face à un environnement institutionnel complexe où cohabitent de nombreux acteurs régionaux, départementaux, locaux et nationaux. Le parti pris a été de privilégier des réseaux purement franciliens et des correspondants ou antennes franciliennes de réseaux nationaux.

A noter également que des réseaux existent aux échelles infra régionales comme les Communautés Départementales de la Transition Énergétiques (CDTE) mises en place à l'initiative des services de l'État dans le cadre de leur « feuille de route transition énergétique ». Elles ont déjà été présentées dans le « qui fait quoi ? » en 2017.

Des réseaux d'acteurs existent également à l'échelle de territoires, bassins de vie. C'est le cas des Groupes d'Action Local (GAL mis en place dans le cadre du programme européen LEADER), des Conseils de développement par exemple qui ne sont pas abordés ici mais pourraient faire l'objet d'un travail spécifique. A noter le cas particulier des clusters (Cluster Eaux Milieux Sols, Matériaupôle), qui, mis en place initialement à une échelle infra régionale, élargissent progressivement leur rayonnement tout en restant francilien.

III. Répartition des réseaux par thématique

La répartition des réseaux par thématique peut être sujette à discussion. C'est une proposition parmi d'autres possibles qui a été validée par l'ensemble des membres du comité de pilotage du réseau Teddif.



Les pages qui suivent dans cette troisième partie, apportent quelques éclairages sur chacune des thématiques sans prétendre à l'exhaustivité.

Développement Economique

On retrouve dans cette thématique différentes approches : Numérique, Entreprises, Economie Sociale et Solidaire (ESS), Economie Circulaire, Achats responsables. Elle traite une gamme de sujets très large, regroupe un grand nombre de réseaux et peut être déclinée en sous thématiques, complémentaires (marchés publics et éco entreprises), et parfois très proches (Économie Circulaire et Economie de la Fonctionnalité). Certains sont positionnés sur la promotion d'un type d'activités (Club des éco-entreprises, Comité Francilien de l'Economie Circulaire et/ou sur l'accompagnement méthodologique (Réseau Francilien des Acteurs du Réemploi (REFER), Matériau-pôle, Cluster EMS, réseau CAPE, GIP Maximilien).



Les acteurs institutionnels peuvent être les initiateurs de réseaux : l'Ademe IdF, par exemple, porte le réseau Club Ademe des Partenaires des Entreprises IdF (CAPE) tandis que la Chambre régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS IDF) a initié et copilote le Club des collectivités pour l'ESS avec l'AMIF et le Réseau national des territoires engagés dans l'ESS (RTES). Quant au GIP Maximilien, il constitue davantage un service public mutualisé d'administration électronique en Ile-de-France qu'un réseau même s'il propose parfois des activités proches de celles des réseaux.

A noter que les acteurs consulaires n'ont pas été retenus dans le travail mené (Chambres des métiers, de commerce et d'industrie et d'agriculture). Ils auraient pu l'être car peuvent être ponctuellement associés aux travaux du Teddif et peuvent mener des actions en matière de transition écologique.



A l'échelon national, d'autres réseaux interviennent en IdF, à l'exemple de PeXe, dont l'objectif est de faciliter le déploiement de solutions pour la transition écologique et énergétique, portées par les éco entreprises françaises. Il anime le réseau d'éco entreprises d'IdF qui regroupe 44 petites, moyennes entreprises de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie basées en Ile-de-France qui ont la volonté de travailler ensemble au développement de leur réseau



On peut noter ici le cas particulier des Cluster Eau Milieux Sols et Matériaupôle. Ils ont été mis en place à des échelles initiales locales, sur des objets thématiques précis (Eau, matériaux de tout type) avec pour objectif de créer du lien entre acteurs de sphère



différente (entreprises, laboratoires de recherche, collectivités) pour soutenir les innovations techniques et le développement d'emplois. Ils ont développé aujourd'hui une expertise dans l'accompagnement des acteurs économiques et des collectivités qui profite aujourd'hui à l'ensemble du territoire francilien.

Initié en 2013 et animé depuis par ORÉE, le Comité francilien de l'économie circulaire est un groupe de réflexion, de collaboration et d'action pour promouvoir l'économie circulaire en Île-de-France. Il réunit des responsables de l'Ademe IdF, de l'IPR, des Canaux, de la CCI Paris IdF, du Cerema IdF, de la CRESS, du Conseil Régional, de la DRIEAT, de la Métropole du Grand Paris, du TEDDIF et de la Ville de Paris, mobilisés pour à la fois consolider une vision globale sur la transition de l'Île-de-France vers une économie circulaire, et appuyer et promouvoir les dynamiques des territoires franciliens en la matière (organisation de rencontres, production de recueil d'initiatives).

Plus récemment, la Communauté des territoires circulaires, initiée par la Région, réunit l'Ademe IdF, la DRIEAT, la Banque des Territoires, le SYCTOM et l'IPR-AREC qui en assure la coordination. Action issue de la Stratégie régionale économie circulaire, adoptée le 24 septembre 2020, elle a pour vocation de mobiliser les territoires, de fédérer les initiatives et faciliter les synergies et la co-construction autour de projets et démarches d'économie circulaire (Ateliers d'échanges, outils collaboratifs, AMI EIT).



Le Réseau Compost Citoyen Île-de-France a été créé à l'initiative d'acteurs publics et privés franciliens impliqués dans le compostage de proximité, avec le soutien de la région et de l'Ademe IdF. Il a pour mission de faciliter les échanges entre les acteurs et de développer ces différentes pratiques sur tout le territoire francilien, à travers la sensibilisation des citoyens, l'accompagnement des collectivités et la professionnalisation des acteurs.

Agriculture / Forêt

Au-delà des acteurs professionnels « traditionnels » comme la Chambre Régionale d'Agriculture qui représente, tout comme les autres syndicats agricoles, les intérêts de la profession, et accompagne par ses conseils et ses échanges de pratique les professionnels agricoles et forestiers d'Île-de-France, de nombreux acteurs sont présents pour promouvoir et accompagner à la fois de nouvelles formes d'agriculture (agriculture biologique par exemple, accès à la terre, accompagnement de projets d'installation) et de nouveaux circuits d'approvisionnement (réseau des Amap par exemple).



Ils sont des partenaires proches qui travaillent conjointement pour faciliter l'installation de paysans, préserver les terres agricoles et le développement d'une agriculture biologique. Ils s'attachent à développer des partenariats avec les collectivités et s'inscrire dans leurs projets de transition écologique, tels que les projets Alimentaires territoriaux (PAT).



A noter aussi l'existence du réseau rural d'IdF. Mis en place dans le cadre du programme européen LEADER (financé par le Fonds européen agricole pour le développement rural), il a pour mission d'accompagner les territoires franciliens engagés dans des projets LEADER et les territoires agri-urbains (dispositif régional) et de mettre en réseau les acteurs du développement rural franciliens.



Sur le volet forestier, 2 structures peuvent s'inscrire dans les réseaux franciliens en matière de transition écologique et être les interlocuteurs privilégiés des collectivités pour des projets dans ces domaines : l'interprofession Forêt-Bois d'IdF, FI-Bois, qui défend les intérêts et assure la promotion de la filière et le réseau d'élus référents forêt-territoires en région Ile-de-France, l'Union Régionale des Collectivités Forestières d'Île-de-France, antenne régionale de la Fédération des communes forestières (FNCofor) qui a produit en 2020 un guide sur la place de la forêt dans les plans climat.

Transition énergétique

Dans le domaine de la transition énergétique, plusieurs acteurs de nature très différente sont à l'oeuvre :



Énergie partagée, mouvement citoyen, au départ, national, qui, pour faciliter l'accompagnement des citoyens et collectivités territoriales dans le montage de projets d'énergies renouvelables (solaire, hydroélectricité, bois-énergie, méthanisation...) s'est structuré en réseaux régionaux. Le réseau francilien compte aujourd'hui une vingtaine d'adhérents porteurs de projet.

La Communauté Régionale Climat Air Énergie (CRCAE, rassemble les services de l'Etat, animée par la DRIEAT) et les Communautés Départementales de la Transition Énergétique (CDTE), mises en place fin 2016 dans le cadre de la « feuille de route pour la transition énergétique de l'Etat en région » est une autre forme de mise en réseau. Avec des compositions et organisations variables selon les départements, ces CDTE ont été mises en place à l'initiative des services de l'Etat et ont pour mission de faciliter la mise en œuvre des Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux (PCAET) à travers de la diffusion d'informations, l'organisation de temps d'échanges notamment. A noter que le réseau Teddif organise la mise en réseau de ces CDTE pour faciliter les échanges de pratiques et outils entre elles.



Le ROSE, l'observatoire francilien de l'énergie & des gaz à effet de serre rassemble les acteurs institutionnels détenteurs de données. Il a pour mission la centralisation, la consolidation et la diffusion des données énergie-GES aux territoires, notamment ceux qui mettent en œuvre un PCAET.



Enfin, des réseaux ont émergé plus récemment pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie régionale Énergie Climat. Mis en place et animés par l'Agence Régionale Énergie Climat (AREC-IPR) à la demande du Conseil Régional, ces réseaux sont récents et connaissent un fort développement :

- le Club Hydrogène, rassemble des acteurs d'horizons très variés et travaille à l'acculturation autour des enjeux et des solutions pour accélérer le déploiement de projets hydrogène sur le territoire francilien,



- Prométha, le cercle francilien de la méthanisation est composé des principaux acteurs de la filière et propose une plateforme d'informations et des visites de terrain afin de faciliter le déploiement des projets.

- le réseau régional des agences locales de l'énergie et du climat (ALEC), ACTIFS, est animé par l'AREC pour favoriser la mise en œuvre de la transition énergétique sur les territoires franciliens (renforcement de leurs activités, de leurs outils et de leur visibilité auprès des élus).

7 ÉNERGIE PROPRE ET À UN COÛT ABORDABLE



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



15 VIE TERRESTRE





Plus récemment, à l'initiative de l'Ademe et de la Région, le réseau des générateurs émerge. Il s'agit de structures locales (Syndicats d'énergie, Agences Locales Énergie Climat, Agences Régionales Énergie Climat, Associations, etc. qui ont répondu à un appel à projet et sont missionnées pour accompagner l'émergence de projets d'EnR construits avec les territoires et en lien avec les objectifs de développement locaux et régionaux).

En IdF, il est composé de 11 structures, de l'Ademe IdF, de la Région et de la DRIEAT.



A noter par ailleurs, que certains programmes déployés par l'Ademe mobilisent des collectivités autour de projets de transition énergétique et écologique ambitieux. L'organisation du partage d'expériences entre ces territoires sera de nature à faciliter ces dynamiques et devrait se déployer sous une forme encore à préciser. C'est le cas des programmes TETE (Territoire Engagé dans la Transition Ecologique, programme avec 2 labels - Climat - Air - Energie et Économie Circulaire- pour lequel il existe un réseau national en émergence) et de l'AMI TACCT lancé en juin 2023, qui n'est pas encore clôturé et pourrait rassembler entre 10 et 20 collectivités franciliennes.

Education & Environnement



France Nature Environnement fédère et représente à l'échelle de la Région les associations de protection de l'environnement, les accompagne dans leurs actions sur des aspects tant techniques que juridiques. Pour faire connaître, suivre l'évolution et proposer des actions en faveur de la préservation de la biodiversité, le territoire peut compter aussi sur l'Agence Régionale de la Biodiversité. Elle constitue une plateforme de coopération entre la Région, l'OFB, les services de l'Etat et l'Agence de l'eau mais n'est pas un réseau au sens retenu pour ce Cahier.



Elle rassemble toutefois les associations naturalistes franciliennes pour alimenter l'observatoire francilien de la biodiversité.



A l'échelle de l'Île-de-France 2 principaux réseaux fédèrent les acteurs de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD), le Graine IdF, orienté sur les animations Nature et Environnement et Vivacités IdF davantage sur l'éducation à l'environnement urbain et à la place des citoyens.



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



15 VIE TERRESTRE





A ces réseaux s'ajoute le collectif Espace Régional de Concertation EEDD, réseau informel, qui est l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat, assure la promotion et la défense des intérêts de ce secteur d'activités et se retrouve au niveau national avec ses homologues des autres régions pour l'organisation régulière des assises de l'EEDD. Il a produit et diffusé en 2020 un plaidoyer et a été partenaire du réseau Teddif pour l'organisation de plusieurs évènements.



D'autres collectifs font l'objet de rapprochement d'acteurs de l'EEDD qui s'inscrivent ou non dans la durée, se mettent en place au gré de programmes. Peuvent être évoqués le REFEED collectif d'étudiants avec un groupe de travail francilien, l'E3D-21 animé par Ecophylle pour la constitution et la promotion d'outils à destination des établissements scolaires ou encore le collectif IdF « Rue aux enfants, rues pour tous ! » animé par Vivacités, pour ne citer que quelques exemples.

Aménagement et construction durables



Ekopolis est le centre de ressources francilien dédié à l'aménagement et à la construction durables, porté par de nombreux acteurs institutionnels dont l'Ademe, l'AREC, les CAUE, les services de l'État et l'Ordre des Architectes. De manière classique, il propose des événements, des formations, etc. et partage des ressources utiles qu'il réalise en propre et/ou sont produites par les acteurs du domaine.

Dans le domaine de la construction, il existe des réseaux de promotion de matériaux spécifiques comme la paille ou le chanvre, composés de professionnels.



Sur les questions d'aménagement, l'association ARCEAU regroupe de son côté, de nombreux experts qui expérimentent et assurent la promotion d'actions innovantes sur le rôle et la place de l'eau dans la ville.



De nombreuses instances de travail et de réflexion existent par ailleurs pour réunir les experts des questions d'aménagement et de construction durables (DRIEAT, Ademe, AREC, Cerema, etc.). Elles sont liées à des politiques (SARE), des dispositifs de financement (bénéficiaires de financements ex Ademe par ex), des démarches de labellisation,... On peut ainsi évoquer les club Ecoquartier, club PLUi existant au niveau national et déclinés à l'échelle régionale.



Le Club PLUi d'Île-de-France est né en 2020 et comme le réseau national a évolué aujourd'hui en réseau Planif territoires IDF.

Les réseaux s'intégrant dans cette thématique recourent particulièrement aux visites de terrain afin de démontrer la pertinence des actions de leurs membres et d'en favoriser la diffusion.

Participation citoyenne

Aujourd'hui la place du citoyen, son opinion et ses agissements au quotidien sont de plus en plus reconnus utiles à la définition et mise en œuvre des politiques publiques, par les services de l'Etat et les collectivités. De nombreux mouvements et réseaux existent :



- Pour faciliter le recours à la participation citoyenne, aider les collectivités et porteurs de projet dans ce type de démarches. C'est le cas de Think Tank et réseaux nationaux (« Décider ensemble », « communauté de la charte de la participation citoyenne »), par exemple, et en Île-de-France du réseau lié au déploiement du dispositif Particip'Action en IdF, mis en place par la DRIEAT avec l'AMIF, la Préfecture de Région et le Cerema IdF.

- Pour faciliter et accompagner l'engagement citoyen. C'est le cas de « Transition Paris IDF », « Colibris » et du programme « Boost Eco-citoyens » en cours d'expérimentation et financé par l'Ademe.



Mobilité

La combinaison du changement climatique, de l'augmentation de la population urbaine, du phénomène de métropolisation, de la qualité de l'Air, des émissions de GES, du renchérissement du coût de l'énergie rend la question de la mobilité centrale.



De nombreux réseaux et outils ont vus le jour. Une plateforme de ressources est disponible, France Mobilités, véritable démarche partenariale et collective, conçue pour soutenir l'expérimentation et le déploiement de projets concrets répondant aux besoins de mobilité de nos concitoyens. Elle est déclinée à l'échelle régionale.

Il existe également le programme partenarial « Une voirie pour tous », destiné à construire une culture commune de l'aménagement et de la gestion de la voirie et des espaces publics. Il vise un partage plus équilibré de ces lieux entre tous les usages urbains, redonnant toute leur place aux modes actifs ainsi qu'aux autres modes alternatifs à la voiture « solo ». Ces derniers sont portés par le Cerema et se déclinent dans toutes les régions.



Par ailleurs, il existe un Collectif Vélo Île-de-France, appelant tous les élus franciliens à construire un "Réseau Express Régional Vélo" sur le modèle des transports en commun : le RER V.

L'idée est de faire de la région capitale, une région cyclable, où tout le monde peut se déplacer à vélo de manière sûre, efficace et confortable.



Dans le même esprit, MDB (Mieux se déplacer à Bicyclette) existe depuis plus de vingt ans et assure la promotion du cyclisme sur tout le territoire francilien. Cette association organise tous les ans la convergence cycliste, avec plusieurs cortèges de cyclistes qui partent de toute la région et rassemblent 6 à 8 000 cyclistes dans Paris.

Au-delà des aménagements, pour faciliter la pratique cycliste, les usagers doivent pouvoir réparer leur vélo et les ateliers de réparation sont en croissance exponentielle. Ils sont fédérés au niveau régional par le Référent géographique Ile-de-France de l'association « L'Heureux cyclage », également en charge de l'association RéPAR qui assure la coordination d'Ateliers vélo au niveau central (initialement sur Paris et progressivement proche banlieue avec aussi des Ateliers répartis dans différents départements).



Social



Dans ce secteur, il n'existe pas de réseau d'acteurs à l'échelle régionale, 3 associations affiliées au réseau national de centres de ressources sur la Politique de la Ville (CRPV) existent à des échelles départementale et pluri départementale (CRPV95 pour les départements 78, 92 et 95, profession Banlieue pour le 93 et 75, le CRPV 91 en cours de déploiement sur les départements 77 et 94). Ils s'organisent entre eux pour répondre d'une seule voix aux sollicitations de l'Etat en région.





Le centre Hubertine Auclert, est un centre de ressources qui met à disposition des collectivités, associations et syndicats ses malles virtuelles pour l'égalité : des ressources dynamiques exclusivement en ligne sur de nombreuses thématiques comme l'égalité femmes-hommes dans les politiques culturelles, l'éducation à l'égalité...



Santé

En Ile-de-France, sur le sujet de la santé, il existe 2 principaux réseaux :



Le réseau ISEE est inscrit dans le Plan Régional Santé Environnement. Il rassemble des acteurs du monde de la santé pour des travaux collectifs et l'organisation d'évènements sur des sujets en lien avec les questions de l'environnement ;



PromoSanté IDF, réseau de professionnels de santé qui vise à coproduire et partager pour favoriser la santé des habitants. Travaillant sur tout ce qui contribue à la bonne santé des habitants, ce réseau s'intéresse tout naturellement à leur cadre de vie, à la qualité de l'air, à leurs conditions de logement, de déplacements, etc. nombre de sujets abordés dans les projets locaux de transition écologique.



A noter également la mise en réseau des collectivités impliqués dans l'AMI « intégrer la santé dans les projets d'aménagement » déployé depuis 2017 par l'Ademe IDF et l'Agence Régionale de Santé (ARS). Pour sa 2^{ème} édition, l'activité de mise en réseau à travers l'organisation de séminaires et temps d'échanges de pratiques, est renforcée par le financement d'un poste d'animateur au sein d'Ekopolis.

Développement Durable – transition écologique)



Le réseau Teddif adopte une posture généraliste sur le Développement Durable à l'échelle francilienne.

Copiloté par l'Ademe IdF, l'AREC, le Cerema IdF, le conseil régional et la DRIEAT, il s'est donné pour mission de faciliter la transition écologique et énergétique des territoires d'Ile-de-France et de mobiliser les collectivités pour développer les démarches intégrées de Développement durable au sein des territoires franciliens. Il a adopté pour ce faire comme « fils rouges » les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la participation citoyenne dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets territoriaux de Développement durable.

Pour ce faire, il diffuse des informations à travers sa newsletter et son site Internet <https://www.teddif.org/>, organise des évènements sous différentes formes et a récemment lancé une plateforme d'échanges Teddif sous Expertise.territoires (site pour développer des plateformes d'échanges en marque blanche proposé par le Cerema).

Pour mémoire, ces 17 ODD, au cœur de l'Agenda 2030, ont été adoptés, en septembre 2015, par 193 Etats-membres de l'ONU qui se sont engagés sur cette «feuille de route» pour accélérer les transformations nécessaires à notre devenir commun à l'horizon 2030. Ils constituent aujourd'hui un référentiel commun pour les démarches de DD de tous les acteurs, à toutes les échelles, ils dégagent des trajectoires de progrès pour toutes les communautés d'acteurs privés et publics.



- Tableaux de synthèse :
« Les différents réseaux et les ODD qu'ils abordent »

<p>Développement Economique et Social</p>	<p>Club de éco-entreprises IDF CAPE IDF Cap Digital CFEC Economie de la fonctionnalité GIP Maximilien REFER Club des collectivités pour l'ESS Matériaupôle Cluster EMS Territoires circulaires</p>	
<p>Agriculture / Forêt</p>	<p>Abiosol Réseau rural d'IDF Fédération des AMAP GAB IDF FiBois IDF FNCOFOR Terre de Liens</p>	
<p>Transition énergétique</p>	<p>Club hydrogène ROSE ACTIFS PROMETHA Réseau des CDTE SARE Energie partagée IDF</p>	

<p>Education et Environnement</p>	<p>Vivacités IDF ERC EEDD FNE GRAINE IDF REFEDD E3D-21</p>	
<p>Aménagement et construction durables</p>	<p>ARCEAU IDF EKOPOLIS Construire en chanvre Collect'IF paille IDF Club PLUi</p>	
<p>Participation citoyenne</p>	<p>Transition Paris IDF Colibris Boost Eco-citoyen Particip'Action Alternatiba Paris</p>	
<p>Mobilité</p>	<p>France Mobilités Collectif Vélo IDF RéPAR MDB</p>	
<p>Social</p>	<p>CRPV 95, 78, 92 Profession Banlieue / CRPV 93 CRPV 91, 77, 94 Centre Hubertine - Auclert</p>	
<p>Santé</p>	<p>ISEE PromoSanté IDF</p>	
<p>Développement Durable</p>	<p>Teddif</p>	

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Abiosol		x	x								x	x				x	
ACTIFS							x		x		x	x	x			x	
Alternatiba Paris				x	x					x	x					x	x
ARCEAU						x					x		x		x		
Boost Eco-citoyen				x	x					x	x					x	x
Cap Digital	x								x			x	x				
CAPE	x								x			x	x				
Centre Hubertine - Auclert	x									x						x	x
CFEC	x								x			x	x				
Club des Collectivités d'Île-de-France pour l'ESS	x								x			x	x				
Club des éco-entreprises	x								x			x	x				
Club Economie de la Fonctionnalité & Développement Durable	x								x			x	x				
Club Hydrogène							x		x		x	x	x		x		
Club PLUi							x				x		x		x		
Cluster EMS	x								x			x	x				
Colibris				x	x					x	x					x	x
Collect'IF paille IDF							x				x		x		x		
Collectif Vélo Île-de-France			x								x		x		x		
Construire en chanvre							x				x		x		x		
CRPV 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95	x									x						x	x
E3D-21				x							x				x		

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
EKOPOLIS							x				x		x		x		
Energie partagée							x		x		x	x	x		x		
ERC EEDD				x							x				x		
Fédération des AMAP		x	x								x	x			x		
FiBois		x	x								x	x			x		
FnCoFor		x	x								x	x			x		
FNE IDF				x							x				x		
France Mobilités			x								x		x		x		
GAB IDF		x	x								x	x			x		
GIP Maximilien	x								x			x	x				
Graine IDF				x							x				x		
ISEE			x								x						
Matériaupôle	x								x			x	x				
MDB			x								x		x		x		
Particip'Action				x	x					x	x					x	x
PROMETHA							x		x		x	x	x		x		
PromoSanté IDF			x								x						
REFEDD				x							x				x		
REFER	x								x			x	x				
RéPAR			x								x		x		x		
Réseau CDTE							x		x		x	x	x		x		
Réseau rural d'IDF		x	x								x	x			x		

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
ROSE							x		x		x	x	x		x		
SARE							x		x		x	x	x		x		
Teddif	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Terre de Liens		x	x								x	x			x		
Transition France / Paris IDF				x	x					x	x					x	x
Vivacités IDF				x							x				x		

Pour ne pas conclure...

Les réseaux évoqués rassemblent souvent les mêmes acteurs, mais n'abordent pas tous la transition écologique de la même façon, privilégiant des angles d'approche et des thématiques différentes et complémentaires.

La différence tient aussi aux publics visés puisque certains ciblent spécifiquement les techniciens des collectivités, tandis que d'autres sont plutôt dirigés vers les élus, les entreprises, les associations ou vers les acteurs institutionnels, etc.

Toujours est-il qu'on est face à une grande diversité de réseaux, une multi-sectorisation, où chacun apporte des éclairages et points différents que ce soit sur la transition écologique, sujet qui rassemble tout le monde, ou sur la définition même de la mise en réseau. Il n'en reste pas moins que cette diversité d'approche mérite que le travail de croisement des réseaux entrepris, depuis quelques années par le réseau Teddif, se poursuive pour soutenir la transition écologique du territoire francilien.

Leur multiplication interpelle également. Quelle vision en ont les acteurs ciblés ? comment font-ils leur marché au milieu de ce foisonnement ?

Les enjeux sont colossaux et toutes les énergies doivent être mobilisés. Et c'est bien là un point commun de tous ces acteurs,... l'énergie déployée à sensibiliser, accompagner, valoriser pour que tous prennent le chemin de la transition.

Annexe

Questions posées lors des entretiens

1. Quel est le nom du réseau ?
2. Quel est son statut ? Quelle est sa forme juridique ?
3. En quelle année est né le réseau ?
4. Quels sont les principaux fondateurs et partenaires du réseau ?
5. Quel est son mode de fonctionnement et de gouvernance ?
6. Quels sont les objectifs du réseau ? Les missions et les stratégies adoptées ?
7. Quels sont les domaines de compétences du réseau ?
8. Quelles sont les cibles ? Quels acteurs bénéficient des actions portées ?
9. Quels sont les types d'activités menés par le réseau ?
10. Connaissez-vous d'autres réseaux franciliens qui touchent le domaine de la transition écologique ?

teddif | **territoires, environnement
et développement durable
en Île-de-France**

<https://www.teddif.org/>

